

RÉGIME OBLIGATOIRE

ARTISANS & COMMERÇANTS - SSI

SÉCURITÉ SOCIALE DES INDÉPENDANTS (rattachée au Régime Général)



QU'EST-CE QUE LA **SSI** ?

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la protection sociale des indépendants, auparavant gérée par le Régime social des indépendants (RSI) puis par la Sécurité sociale des indépendants (SSI), est confiée au Régime général de la Sécurité sociale. Les différentes missions relevant initialement du RSI (assurance maladie, liquidation des retraites, recouvrement des cotisations) ont été reprises en gestion par les caisses du régime général, respectivement les CPAM, les CARSAT et les URSSAF.

Toutefois, des règles propres aux artisans et commerçants sont maintenues pour la prévoyance et la retraite.

Sont concernés par la Sécurité sociale des indépendants les travailleurs indépendants, actifs et retraités. Parmi eux, les artisans et commerçants, micro-entrepreneurs, certains professionnels libéraux, certains dirigeants ou associés de société, et les conjoints collaborateurs.

URSSAF, CPAM et CARSAT

Adresse du lieu de résidence

Tél. : 3646

www.ameli.fr



LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES PAR LA **SSI**

Les travailleurs indépendants affiliés au régime général depuis au moins un an, qui acquittent une cotisation minimale, bénéficient d'une indemnité journalière (IJ).

Son montant est égal à 1/730 du revenu annuel moyen des trois dernières années, dans la limite du plafond annuel de la Sécurité sociale.

Le montant minimum de l'IJ est de 26,33 €/jour pour un entrepreneur individuel ou un dirigeant de société (minimum ramené à 6,27 €/jour pour un micro-entrepreneur, ou 0 € si ses revenus sont inférieurs à 10 % du PASS des trois années précédentes, soit 4 582,03 € en 2026), et son montant maximum de 65,84 €/jour.

Le conjoint collaborateur a droit à une indemnité journalière forfaitaire, de 26,33 €.



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **SSI**

Pension d'invalidité partielle	⇒	Le montant de la pension est égal à 30 % du revenu annuel moyen des 10 meilleures années, avec un maximum de 14 418 €
Pension d'invalidité totale et permanente	⇒	Le montant de la rente annuelle est égal à 50 % du revenu annuel moyen des 10 meilleures années, avec un maximum fixé à 24 030 €
Capital décès	⇒	<ul style="list-style-type: none">▪ Pour les ayants droit d'un artisan ou commerçant actif : 9 612 €▪ Pour les ayants droit d'un artisan ou commerçant retraité : 3 844,80 €▪ Pour les orphelins : 2 403 €
Rente orphelin	⇒	Aucune rente n'est servie



LES POINTS **D'ALERTE**

Afin de compléter les prestations servies par leur régime obligatoire et se prémunir contre les conséquences financières d'un arrêt de travail temporaire ou définitif en cas d'invalidité, mais également pour protéger leurs proches en cas de décès, les travailleurs indépendants ont tout intérêt à souscrire des garanties de prévoyance supplémentaires dans le cadre d'un contrat **APICIL TANDEM.**

RÉGIME OBLIGATOIRE

AUXILIAIRES MÉDICAUX – CARPIMKO



QU'EST-CE QUE LA CARPIMKO ?

Les auxiliaires médicaux – infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes – exerçant à titre libéral, relèvent d'une caisse dédiée pour la retraite complémentaire et l'invalidité-décès : la CARPIMKO.

CARPIMKO

6, place Charles de Gaulle
78180 Montigny-le-Bretonneux
01 30 48 10 00
www.carpimko.com



LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES PAR LA CPAM ET LA CARPIMKO

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux auxiliaires médicaux durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

À compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la CARPIMKO prend le relais et verse une indemnité journalière d'incapacité d'un montant de 55,44 €/jour et ce, jusqu'au dernier jour de la troisième année d'incapacité. L'assuré qui reprend une activité à des fins thérapeutique peut percevoir l'indemnité journalière totale durant 3 mois, puis une indemnité de 27,72 €/jour les 6 mois suivants. En cas de reprise d'une activité partielle, son indemnité s'établit à 27,72 €/jour.

L'indemnité journalière est majorée de 8,06 € par enfant(s) à charge et de 20,16 € si l'état de l'assuré nécessite l'intervention d'une tierce personne.



Arrêt de travail

Franchise

IJ CPAM :
entre 26,33 et 197,50 € / jour

IJ forfaitaire CARPIMKO :
55,44 € / jour

3 J

90 J

1 095 J



LES PRESTATIONS INVALIDITÉ-DÉCÈS VERSÉES PAR LA CARPIMKO

Les montants des prestations invalidité-décès varient en fonction de la classe de cotisation.

Pension d'invalidité partielle (invalidité ≥ 66 %)	⇒	10 080 €/an (à partir du 366 ^{ème} jour)
Pension d'invalidité permanente et définitive	⇒	20 160 €/an + majoration de 3 024 €/an pour enfant à charge + majoration de 6 048 €/an pour tierce personne
Capital décès	⇒	▪ 36 288 € au conjoint sans enfant ▪ 54 432 € au conjoint avec enfant(s) à charge
Rente conjoint	⇒	10 080 €/an
Rente orphelin	⇒	7 560 €/an

À savoir

Lorsqu'une possibilité de reclassement dans une autre profession a été constatée par la Commission de reclassement de la CARPIMKO, la pension d'invalidité peut être supprimée ou maintenue à taux plein pendant 6 mois, puis servie de manière dégressive pendant 2 ans à hauteur de 80 % pendant 12 mois, puis de 40 % les 12 derniers mois.



LES POINTS D'ALERTE

Afin de compenser l'insuffisance des prestations versées par la CARPIMKO, il est fondamental pour l'auxiliaire médical de souscrire un contrat Prévoyance **APICIL TANDEM**, lequel permettra de couvrir la perte de rémunération et les charges professionnelles en cas d'arrêt de travail, de bénéficier d'une pension en cas d'invalidité mais également de protéger les proches en cas de décès.

RÉGIME OBLIGATOIRE

AVOCATS - CNBF



QU'EST-CE QUE LA **CNBF** ?

La Caisse nationale des barreaux français (CNBF) est l'organisme de sécurité sociale chargé de la gestion des régimes de retraite obligatoires et de la prévoyance des avocats, salariés et non-salariés.

Par exception, les avocats qui exerçaient la profession de conseil juridique en tant que salariés avant le 1^{er} janvier 1992 relèvent du régime général de la sécurité sociale.

CNBF

11, boulevard de Sébastopol
75038 Paris Cedex 1
Tél. : 01 42 21 32 30
www.cnbffr



LES **INDEMNITÉS JOURNALIÈRES** VERSÉES PAR LA **CNBF**

Les avocats perçoivent une indemnité journalière (IJ) de 90 € à compter du 91^{ème} jour suivant la cessation de toute activité. Pour en bénéficier, les affiliés de la CNBF doivent justifier de leur inscription au barreau, et avoir exercé la profession pendant au moins 12 mois. **L'indemnisation cesse au bout de trois ans.**



Arrêt de travail

Franchise

IJ CNBF :
90 € / jour

90 J

1095 J



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CNBF**

Pension d'invalidité partielle	⇒	La CNBF ne prévoit pas de prise en charge en cas d'invalidité partielle.
Pension d'invalidité totale et permanente	⇒	La pension pour invalidité permanente varie selon la durée d'assurance de l'avocat : <ul style="list-style-type: none">▪ Inférieure à 20 ans : 50 % de la retraite de base forfaitaire entière, soit 9 577 €▪ De 20 à 39 ans : 50 % de la retraite de base proportionnelle
Capital décès	⇒	Décès (toutes causes) : 50 000 €
Rente orphelin	⇒	25 % de la retraite de base entière, soit 4 788,50 € par an et 25 % des points acquis au régime de retraite complémentaire

NB : des garanties peuvent être souscrites par chaque Barreau auprès de la Prévoyance des Avocats (LPA) au profit des avocats inscrits et sont financées par l'Ordre, par chaque avocat ou de manière mixte. Ces prestations viennent en complément de celles versées par la CNBF, notamment des indemnités journalières pour les arrêts de travail jusqu'à 90 jours, une rente en cas d'invalidité partielle ou totale et un forfait maternité.



LES POINTS **D'ALERTE**

Afin de combler les nombreuses carences du régime prévoyance de la CNBF, les avocats sont invités à souscrire une assurance prévoyance individuelle dans le cadre d'un contrat **APICIL TANDEM**, lequel permettra de compléter, notamment, les garanties en cas de décès ou d'invalidité.

RÉGIME OBLIGATOIRE

CHIRURGIENS-DENTISTES – CARCDSF



QU'EST-CE QUE LA **CARCDSF** ?

C'est le régime obligatoire de retraite complémentaire et de prévoyance des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes diplômés. Tout chirurgien-dentiste inscrit au Conseil de l'Ordre et exerçant une activité libérale même à titre accessoire, doit être inscrit à la Caisse Autonome de Retraite des Chirurgiens-Dentistes et des Sages-Femmes (CARCDSF).

CARCDSF

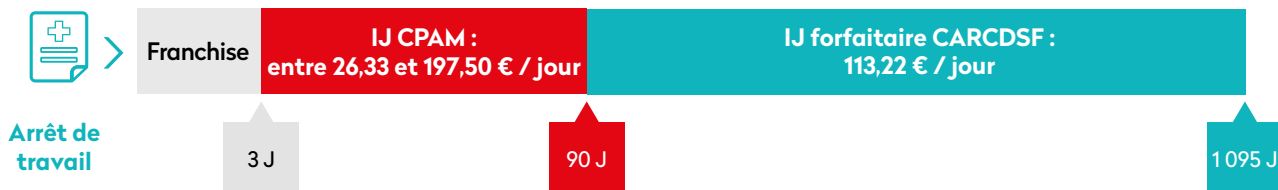
50, avenue Hoche
75381 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 55 42 42
www.carcdsf.fr



LES **INDEMNITÉS JOURNALIÈRES** VERSÉES PAR LA **CPAM** ET LA **CARCDSF**

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière (IJ) est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux chirurgiens-dentistes durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

A compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la CARCDSF prend le relais et verse une indemnité journalière dont le montant s'élève à 113,22 €, ceci pendant une durée de 3 ans, continue ou non.



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CARCDSF**

Pension d'invalidité partielle	⇒	Pas de pension d'invalidité partielle
Pension d'invalidité totale	⇒	32 463,80 € (+ majoration de 9 501,60 € par enfant à charge)
Capital et rentes décès	⇒	Capital décès : 19 605 €
	⇒	Rente conjoint survivant : 20 859,72 €/an
	⇒	Rente orphelin : 14 115,60 €/an



LES POINTS **D'ALERTE**

Les prestations servies aux chirurgiens-dentistes par la CARCDSF sont tout à fait insuffisantes : Indemnités journalières forfaitaires et d'un montant limité, absence de rente en cas d'invalidité partielle et capitaux décès qui constituent en réalité des « frais d'obsèques ». Pour l'ensemble des risques, des garanties complémentaires doivent être souscrites dans le cadre d'un contrat **APICIL TANDEM**.

RÉGIME OBLIGATOIRE



CONSULTANTS, ARCHITECTES, ETC. – CIPAV



QU'EST-CE QUE LA CIPAV ?

La Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV) gère les régimes obligatoires de retraite (base et complémentaire) et de prévoyance de ses affiliés.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 a modifié le périmètre des professions libérales relevant de la CIPAV. Dorénavant, seules 19 professions font partie de son ressort, parmi lesquelles les architectes, ingénieurs conseil, moniteurs de ski, ostéopathes, psychologues, psychothérapeutes, ergothérapeutes, guides-conférenciers...

CIPAV

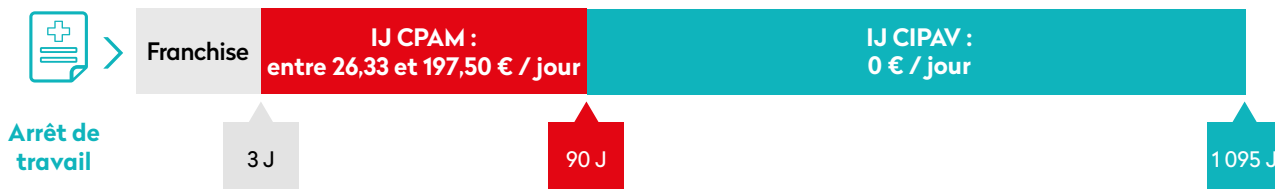
9, rue de Vienne
75003 Paris
Tél. : 01 44 95 68 20
www.lacipav.fr



LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES PAR LA CPAM ET LA CIPAV

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux affiliés de la CIPAV durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € par jour en 2026.

A compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la couverture de l'assuré cesse, la CIPAV n'assurant aucune couverture de l'incapacité de travail.



LES PRESTATIONS INVALIDITÉ-DÉCÈS VERSÉES PAR LA CIPAV

Les montants des prestations invalidité-décès sont constitués d'une part forfaitaire et d'une part proportionnelle au revenu. Cette dernière part est calculée en fonction de la cotisation invalidité-décès du professionnel (égale au revenu x 0,50 %). Ce montant est converti en points invalidité en fonction de la valeur du point (0,013 €), lesquels sont ensuite multipliés par la valeur de service du point (3,01 €). Le montant obtenu est :

- Gardé en entier pour la part proportionnelle du capital décès (majoration de + 5 000 pour décès accidentel) ;
- Divisé par trois pour la part proportionnelle de la pension d'invalidité totale ;
- Et divisé par dix pour la part proportionnelle de la rente aux orphelins et au conjoint.

Pension d'invalidité partielle (taux de 66 %)	⇒	Pension proportionnelle au taux d'invalidité
Pension d'invalidité totale et permanente (taux de 100 %)	⇒	Entre 9 265,10 € et 36 713,52 € (comprend une part forfaitaire de 2 403 €)
Capital décès	⇒	▪ Décès pour cause de maladie : entre 27 795 € et 110 104,58 € (comprend une part forfaitaire de 7 209 €) ▪ Décès accidentel : entre 42 845,29 € et 125 190,55 € (comprend une part forfaitaire de 7 209 €)
Rente annuelle aux orphelins et au conjoint	⇒	Entre 2 779,53 € et 11 014,05 € (comprend une part forfaitaire de 720,90 €)



LES POINTS D'ALERTE

La faiblesse des indemnités journalières et leur versement limité aux 3 premiers mois peut avoir de graves conséquences financières en cas d'arrêt maladie de longue durée. Afin de compléter les prestations servies par son régime obligatoire et se prémunir contre les conséquences financières d'un arrêt de travail temporaire en cas d'incapacité ou d'invalidité, il est conseillé aux professionnels affiliés à la CIPAV de souscrire un contrat **APICIL TANDEM**.

RÉGIME OBLIGATOIRE

EXPERTS-COMPTABLES & COMMISSAIRES AUX COMPTES – CAVEC



QU'EST-CE QUE LA **CAVEC** ?

Tout expert-comptable et commissaire aux comptes exerçant en libéral et inscrit à l'Ordre des experts-comptables relève obligatoirement au titre de la retraite complémentaire et de l'invalidité-décès, de la Caisse d'assurance vieillesse des experts-comptables et des commissaires aux comptes (CAVEC).

CAVEC

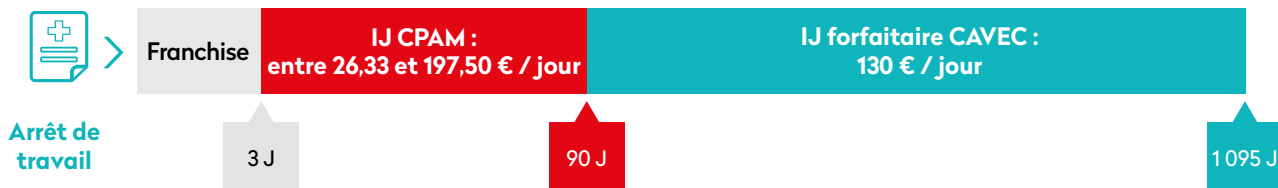
48, rue Fabert
75007 Paris
Tél. : 01 80 49 25 25
www.cavec.fr



LES **INDEMNITÉS JOURNALIÈRES** VERSÉES PAR LA **CPAM** ET LA **CAVEC**

Depuis le 1er juillet 2021, une indemnité journalière est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux auxiliaires médicaux durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

À compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la CAVEC prend le relais et verse une indemnité journalière forfaitaire de 130 €, pendant une durée limitée à 36 mois.



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CAVEC**

Les montants des prestations invalidité-décès varient en fonction de la classe de cotisation.

Prestation	Montants par classe de cotisation
Pension d'invalidité partielle (invalidité ≥ 66 %)	Pension proportionnelle au taux d'invalidité
Pension d'invalidité permanente et définitive	<ul style="list-style-type: none">Classe 1 : 12 465 €/anClasse 2 : 16 620 €/anClasse 3 : 33 240 €/anClasse 4 : 49 860 €/an
Capital décès	<ul style="list-style-type: none">Classe 1 : 72 713 €Classe 2 : 96 950 €Classe 3 : 193 900 €Classe 4 : 290 850 €
Rente orphelin	<ul style="list-style-type: none">Classe 1 : 4 155 €/anClasse 2 : 5 540 €/anClasse 3 : 11 080 €/anClasse 4 : 16 620 €/an



LES POINTS **D'ALERTE**

Afin de compléter les prestations servies par son régime obligatoire et se prémunir contre les conséquences financières d'un arrêt de travail temporaire ou définitif en cas d'invalidité, mais également protéger ses proches en cas de décès, l'expert-comptable a tout intérêt à souscrire des garanties de prévoyance avec le contrat **APICIL TANDEM.**

RÉGIME OBLIGATOIRE

CARMF
46 Rue Saint-Ferdinand
75017 Paris
Tél. : 01 40 68 32 00
www.carmf.fr

MÉDECINS - CARMF



QU'EST-CE QUE LA CARMF ?

Les médecins inscrits au conseil de l'Ordre et exerçant une activité libérale sont affiliés à la Caisse Autonome de Retraite des Médecins de France (CARMF) au titre de la retraite complémentaire, de l'incapacité de travail et de l'invalidité-décès.



LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES PAR LA CPAM ET LA CARMF

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière (IJ) est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux affiliés de la CARMF durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

A compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la CARMF prend le relais et verse une indemnité journalière pendant une durée maximale de 36 mois. Le montant de la prestation dépend de la classe de cotisation choisie et de l'âge du médecin.

Modification de l'intervention de la CARMF

Le nouveau dispositif ci-dessous concernera uniquement les nouveaux bénéficiaires d'indemnités journalières à partir du 1^{er} janvier 2025. Pour ceux dont les droits aux IJ ont été ouverts avant cette date, l'ancien barème restera en vigueur.



Âge du médecin		Revenus non-salariés de 2024 (N-2)		
		inférieurs à 48 060 €	de 48 060 € à 144 180 €	supérieurs à 144 180 €
Moins 62 ans (taux normal)		65,84 €	1/730 ^e des revenus	197,51 €
De 62 à 69 ans	1 ^{re} année d'indemnisation	65,84 €	1/730 ^e des revenus	197,51 €
	2 ^e année d'indemnisation	49,38 €	75 % du taux normal	148,13 €
	3 ^e année d'indemnisation	32,92 €	50 % du taux normal	98,76 €
70 ans et plus		32,92 €	50 % du taux normal	98,76 €



Franchise

IJ CPAM :
entre 26,33 et 197,50 € / jour

IJ CARMF : Le montant de l'indemnité journalière dépend de la classe de cotisation choisie et de l'âge du médecin.

Arrêt de travail

3 J

90 J

1 095 J



LES PRESTATIONS INVALIDITÉ-DÉCÈS VERSÉES PAR LA CARMF

Prestation	Montant
Pension d'invalidité partielle	Pas de pension d'invalidité partielle
Pension d'invalidité permanente et définitive	Revenu ≤ 48 060 € : 23 662 €/an*
	Revenu compris entre 48 060 € et 144 180 € : variable selon revenu
	Revenu supérieur à 144 180 € : 31 549 €/an*
Capital décès	71 500 €
Rente conjoint	de 8 557,20 €/an à 17 114,40 €/an
Rente orphelin	10 078,48 €/an et par enfant ou 17 114,40 €/an si l'enfant est orphelin de père et de mère

* La pension est majorée de 8 281,70 €/an pour chaque enfant à charge, et de 10 % pour les professionnels ayant eu au moins 3 enfants. En outre, une majoration de 35 % est accordée lorsque le médecin invalide a un conjoint avec lequel il est marié depuis au moins 2 ans (sous condition de ressources du conjoint, sans délai de mariage s'il y a des enfants nés ou à naître) ou s'il est dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.



LES POINTS D'ALERTE

Afin de compenser la faiblesse des prestations versées par son régime obligatoire, le médecin libéral doit nécessairement souscrire un contrat de prévoyance **APICIL TANDEM** garantissant le versement d'indemnités, d'une rente ou d'un capital complémentaire en cas d'arrêt de travail, d'invalidité ou de décès.

APICIL Mutuelle : Mutuelle régie par les dispositions du Livre II du Code de la Mutualité, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 302 927 553, dont le siège social est situé 51 boulevard Marius Vivier-Merle, 69003 Lyon

MAJ Février 2026 - Conception APICIL - SP21/FCR0084 - Document non contractuel à caractère publicitaire



RÉGIME OBLIGATOIRE

OFFICIERS PUBLICS & MINISTÉRIELS – CAVOM



QU'EST-CE QUE LA **CAVOM** ?

La Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires (CAVOM) gère la retraite et la prévoyance obligatoire des professions suivantes : **huissiers de justice ; commissaires-priseurs judiciaires ; commissaires-priseurs de vente volontaire ; commissaires-priseurs habilités ; administrateurs judiciaires ; mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises ; greffiers des tribunaux de commerces.**

CAVOM

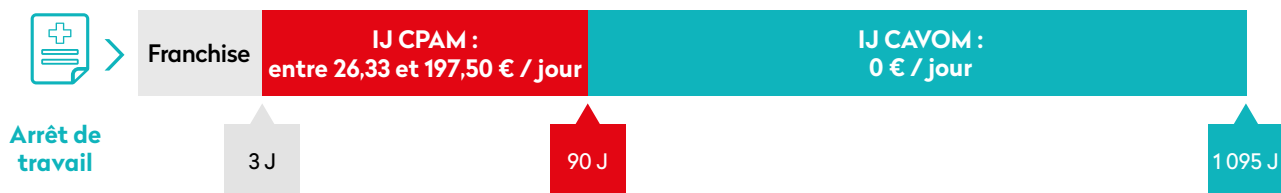
26, boulevard Malesherbes
75008 Paris
Tél. : 01 85 55 36 37
www.cavom.net



LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES PAR LA **CPAM** ET LA **CAVOM**

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière (IJ) est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux affiliés à la CAVOM durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

A compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la couverture de l'assuré cesse, la CAVOM ne versant aucune indemnité journalière au titre de l'incapacité de travail.



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CAVOM**

Les montants des prestations invalidité-décès varient en fonction de la classe de cotisation.

Pension d'invalidité partielle	⇒	Le versement d'une pension est soumis à conditions : <ul style="list-style-type: none">▪ L'assuré doit être atteint d'une invalidité permanente et définitive au moins égale à 66 %▪ Les ressources de l'assuré ne doivent pas être supérieure à 1,5 x le plafond annuel de la Sécurité sociale, soit 72 090 € en 2026. La pension versée est proportionnelle au taux d'invalidité.
Pension d'invalidité totale et permanente	⇒	<ul style="list-style-type: none">▪ Classe A : 8 267,52 €▪ Classe B : 16 535,05 €▪ Classe C : 33 070,10 €▪ Classe D : 49 605,15 €
Capital décès	⇒	<ul style="list-style-type: none">▪ Classe A : 17 716,12 €▪ Classe B : 35 432,25 €▪ Classe C : 70 864,50 €▪ Classe D : 106 296,75 €
Rente annuelle aux enfants et au conjoint	⇒	<ul style="list-style-type: none">▪ Classe A : 5 314,83 €▪ Classe B : 10 629,67 €▪ Classe C : 21 259,35 €▪ Classe D : 31 889,02 €



LES POINTS **D'ALERTE**

La pension d'invalidité est versée sous de strictes conditions de ressources, ce qui peut engendrer de graves conséquences financières en cas d'arrêt maladie de longue durée pour les officiers publics ayant des revenus supérieurs au plafond fixé par la CAVOM. Ses affiliés doivent souscrire un contrat **APICIL TANDEM** pour se prémunir contre ce risque.

RÉGIME OBLIGATOIRE



PHARMACIENS - CAVP



QU'EST-CE QUE LA **CAVP** ?

La Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens (CAVP) gère de manière autonome les régimes obligatoires de prévoyance et de retraite complémentaire des pharmaciens libéraux, officinaux et biologistes.

CAVP

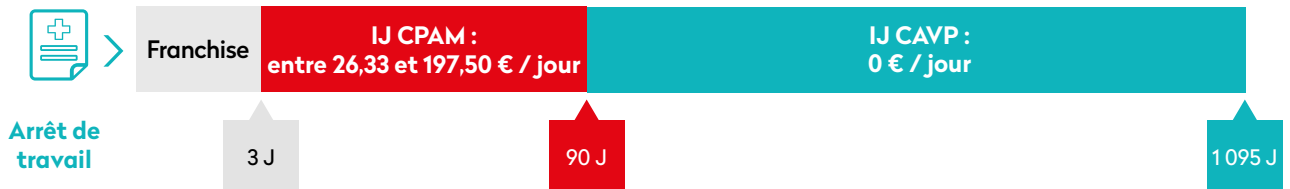
45 rue de Caumartin
75 441 Paris Cedex 09
Tél. : 01 42 66 90 37
www.cavp.fr



LES **INDEMNITÉS JOURNALIÈRES** VERSÉES PAR LA **CPAM** ET LA **CAVP**

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux auxiliaires médicaux durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

A compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la couverture du pharmacien cesse, la CAVP ne versant aucune indemnité journalière au titre de l'incapacité de travail.



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CAVP**

Pension d'invalidité partielle	⇒	Aucune pension d'invalidité partielle n'est prévue
Pension d'invalidité totale et permanente	⇒	<ul style="list-style-type: none">Pharmacien libéral : le montant de la pension est de 16 872 €/anEnfant(s) : 16 872 €/an jusqu'à 21 ans ou 25 ans dans le cas de poursuite des étudesConjoint : 8 436 €/an jusqu'au décès du pharmacien libéral
Capital décès	⇒	25 308 €
Rente annuelle aux orphelins et au conjoint	⇒	16 872 €



LES POINTS **D'ALERTE**

Des indemnités journalières limitées en cas d'incapacité de travail et une absence de pension d'invalidité en cas d'invalidité partielle peut avoir de graves conséquences sur les revenus du foyer du pharmacien. Afin de se prémunir contre ces risques, il est conseillé de souscrire un contrat **APICIL TANDEM.**

RÉGIME OBLIGATOIRE



SAGES-FEMMES - CARCDSF



QU'EST-CE QUE LA **CARCDSF** ?

C'est le régime obligatoire de retraite complémentaire et de prévoyance des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes diplômés. Depuis 2009, toute sage-femme inscrite au Conseil national de l'Ordre des sages-femmes et exerçant une activité libérale même à titre accessoire, relève de la Caisse Autonome de Retraite des Chirurgiens-Dentistes et des Sages-Femmes (CARCDSF).

CARCDSF

50, avenue Hoche
75381 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 55 42 42
www.carcdsf.fr

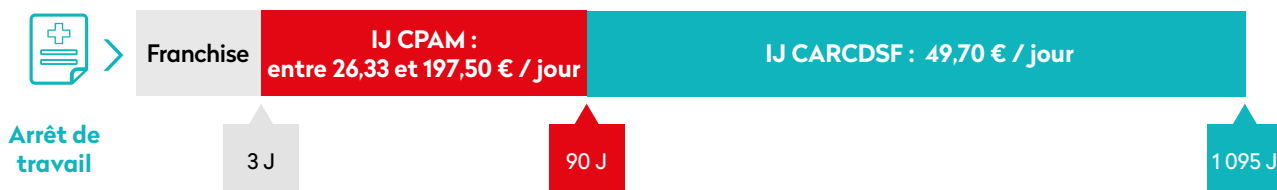


LES **INDEMNITÉS JOURNALIÈRES** VERSÉES PAR LA **CPAM** ET LA **CARCDSF**

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière (IJ) est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux sages-femmes durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours.

. Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

À compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la CARCDSF prend le relais et verse une indemnité journalière dont le montant s'élève à 49,70 €, ceci pendant une durée de 3 ans, continue ou non.



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CARCDSF**

Pension d'invalidité partielle	⇒	Pas de pension d'invalidité partielle
Pension d'invalidité totale	⇒	13 729 €
Capital décès	⇒	15 128 €



LES POINTS **D'ALERTE**

En matière d'incapacité de travail et d'invalidité-décès, les prestations servies par la CARCDSF aux sages-femmes sont très faibles - particulièrement en classe A - voire inexistantes en cas d'invalidité partielle.

Afin de se prémunir contre ces risques, il est nécessaire de compléter sa couverture obligatoire par un contrat prévoyance supplémentaire **APICIL TANDEM.**

RÉGIME OBLIGATOIRE



VÉTÉRINAIRES - CARPV



QU'EST-CE QUE LA **CARPV** ?

C'est la Caisse Autonome de Retraite et de Prévoyance des Vétérinaires (CARPV). Le vétérinaire exerçant en libéral et inscrit à l'Ordre des vétérinaires est affilié à titre obligatoire pour la retraite et l'invalidité-décès à ce régime spécifique.

CARPV

64, avenue Raymond Poincaré
75116 Paris
Tél. : 01 47 70 72 53
www.carpv.fr

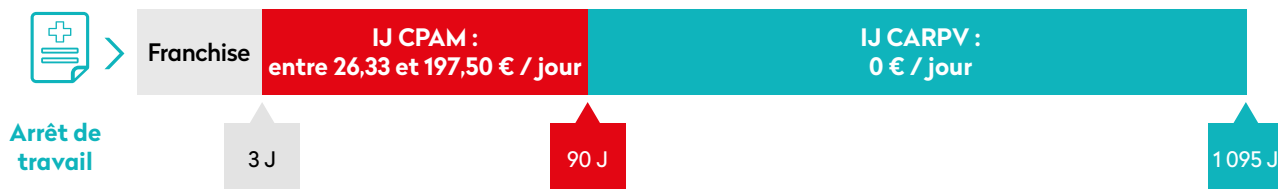


LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES PAR LA **CPAM** ET LA **CARPV**

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière (IJ) est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux vétérinaires durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours.

Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

A compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la couverture du vétérinaire cesse, **la CARPV ne versant aucune indemnité journalière au titre de l'incapacité de travail.**



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CARPV**

Les montants des prestations invalidité-décès varient en fonction de la classe de cotisation choisie.

Pension d'invalidité partielle*	<ul style="list-style-type: none">Classe minimum : 8 560 €/anClasse médium : 17 120 €/anClasse maximum : 25 680 €/an	Rente conjoint	<ul style="list-style-type: none">Classe minimum : 4 815 €/anClasse médium : 9 630 €/anClasse maximum : 14 445 €/an
Pension d'invalidité totale	<ul style="list-style-type: none">Classe minimum : 13 375 €/anClasse médium : 26 750 €/anClasse maximum : 40 125 €/an	Rente orphelin	<ul style="list-style-type: none">Classe minimum : 4 280 €/anClasse médium : 8 560 €/anClasse maximum : 12 840 €/an
Capital décès	<ul style="list-style-type: none">Classe minimum : 37 985 €Classe médium : 75 970 €Classe maximum : 113 955 €		

* Pension d'invalidité partielle (si invalidité ≥ à 66 % depuis plus d'un an à la suite d'une maladie ou d'un accident)



LES POINTS **D'ALERTE**

Des indemnités journalières limitées en cas d'arrêt de travail, une pension d'invalidité et des prestations décès très insuffisantes : face aux carences de son régime obligatoire, le vétérinaire doit nécessairement se prémunir contre les conséquences financières d'une incapacité de travail, d'une invalidité ou d'un décès, en souscrivant des garanties de prévoyance supplémentaires dans le cadre d'un contrat **APICIL TANDEM.**

RÉGIME OBLIGATOIRE



NOTAIRES – CPRN



QU'EST-CE QUE LA **CPRN** ?

C'est la Caisse de prévoyance et de retraite des notaires libéraux (CPRN) qui gère de manière autonome les régimes obligatoires de prévoyance et de retraite complémentaire des notaires libéraux.

CPRN

43, avenue Hoche
75008 Paris
Tél. : 01 53 81 75 00
www.cprn.fr

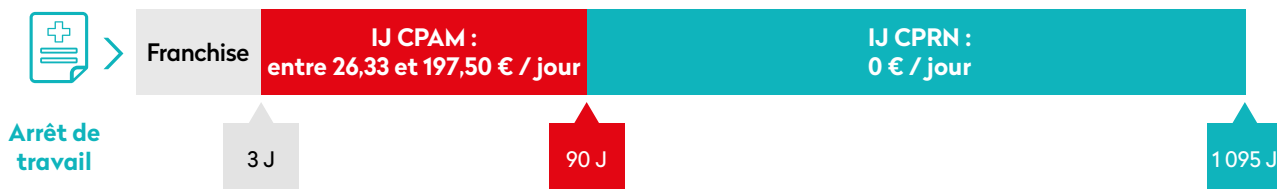


LES **INDEMNITÉS JOURNALIÈRES** VERSÉES PAR LA **CPAM** ET LA **CPRN**

Depuis le 1^{er} juillet 2021, une indemnité journalière (IJ) est servie sous conditions, par la Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM), aux notaires durant les 3 premiers mois d'arrêt, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours.

Son montant est compris entre 26,33 € et 197,50 € bruts par jour en 2026.

A compter du 91^e jour d'arrêt de travail, la couverture du notaire cesse, **la CPRN ne versant aucune indemnité journalière au titre de l'incapacité de travail.**



LES PRESTATIONS **INVALIDITÉ-DÉCÈS** VERSÉES PAR LA **CPRN**

Pension d'invalidité partielle	⇒	Pas de pension d'invalidité partielle
Pension d'invalidité permanente et définitive	⇒	26 400 €
Capital décès	⇒	110 000 €
Rente conjoint	⇒	Rente temporaire jusqu'à 62 ans Rente viagère
Rente orphelin	⇒	19 800 €



LES POINTS **D'ALERTE**

Des indemnités journalières limitées en cas d'arrêt de travail et l'absence de pension en cas d'invalidité peut avoir de graves conséquences sur les revenus du foyer du notaire. Par ailleurs, la pension d'invalidité totale n'est versée que si le notaire est contraint d'arrêter toute activité professionnelle rémunérée, et son montant est faible. Face aux carences de son régime obligatoire, le notaire doit nécessairement se prémunir contre les conséquences financières en souscrivant des garanties de prévoyance supplémentaires dans le cadre d'un contrat **APICIL TANDEM.**